Dépêche 145/02

Exploiter n'est pas jouer, exigeons des jouets fabriqués 100 % droits de l'homme !

Communiqué du collectif "De l'éthique sur l'étiquette

Salaires de misère, heures supplémentaires obligatoires et non rémunérées, règles de sécurité non respectées (lorsqu'elles existent !), répression vis-à-vis de syndicalistes dont le seul tort est de demander des conditions de travail et une rémunération décentes... C'est le sort de nombre d'ouvriers du jouet, notamment en Asie.

Des jouets fabriqués dans ces conditions peuvent être vendus en France et les consommateurs risquent de les acheter sans le savoir.

Depuis 1995, le collectif De l'éthique sur l'étiquette demande à la grande distribution :

De s'assurer de la bonne qualité sociale des produits qu'elle commercialise et, en particulier, des jouets

De promouvoir le progrès social chez ses fournisseurs et d'offrir des garanties à ses clients, basées sur des vérifications indépendantes. À terme, nous souhaitons qu'elle participe à la création d'un label social.

Pour atteindre ces objectifs, le Collectif insiste auprès des enseignes sur l'importance de travailler avec les associations et les syndicats concernés, en France et dans les pays producteurs. Sans concertation, comment parler de véritable démarche "qualité sociale" de la part des enseignes ?

Comment, par exemple, évaluer et faire progresser les conditions de travail chez un fournisseur sans associer sérieusement les travailleurs et leurs représentants ?

Comment fournir les garanties qu'attendent les consommateurs sans associer les mouvements qui agissent en faveur d'une consommation éthique (en France : le collectif De l'éthique sur l'étiquette)

De plus en plus de consommateurs soutiennent cette démarche :

Les 4 pétitions lancées par le Collectif depuis sa création ont recueilli successivement 20 000 (1996), 80 000 (1997), 140 000 (1998) et plus de 180 000 signatures au terme de la première phase de la campagne "Exploiter n'est pas jouer !" (janvier 2002).

Paris, le 21 novembre 2002

Courriel : federation@cfdt-finances.fr **Site internet : http://www.cfdt-finances.fr**
Téléphone : 01 56 41 55 55 - Télécopie : 01 56 41 55 59